

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 22/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ORANO DS TRIADE (STMI) (TRIADE)

Site du SACTAR
84500 BOLLENE

Références : D/SPR/GP/1369/2022
Code AIOT : 0006400433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement ORANO DS TRIADE (STMI) (TRIADE) implanté Site du SACTAR 84500 BOLLENE. L'inspection a été annoncée le 12/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO DS TRIADE (STMI) (TRIADE)
- Site du SACTAR 84500 BOLLENE
- Code AIOT : 0006400433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site TRIADE de la société ORANO DS a vocation au tri/transit/reconditionnement de déchets issus de clients du secteur nucléaire (EDF, CEA, ORANO...) en préalable à leur traitement dans des filières adaptées (ANDRA, CENTRACO...)

Elle peut également procéder à des expertises de colis pour le compte de l'ANDRA.

L'installation propose en outre à la location de surface de travail à des sociétés tiers pour maintenance de leurs équipements.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Evacuation des déchets historiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Evacuation des déchets > 30 mois	AP de Mise en Demeure du 16/10/2020	/	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 11/04/2018, article 3 et 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Apports de nouveaux déchets	AP Complémentaire du 16/10/2020	/	Sans objet
4	Respect des quantités de déchets admissibles sur site	AP Complémentaire du 19/09/2016, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas la mise en demeure du 16 octobre 2020.

Le site a vocation à assurer le tri/traitement/reconditionnement de déchets et n'est pas destiné à assurer de l'entreposage de longue durée eu égard à l'accroissement induit des risques radiologiques et d'incendie notamment.

Les perspectives d'évacuation annoncées au jour de l'inspection restent incertaines, et pour certains déchets, très lointaines, à plusieurs années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des déchets > 30 mois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/10/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au 30 juin 2022, il ne subsiste plus de colis de déchets entreposés sur le site depuis une durée supérieure à 30 mois</p> <p>Constats : Au jour de l'inspection, il apparaît que la prescription n'est pas respectée comme le précise la note de l'exploitant dite de "avancement du plan d'actions déchets historiques TRIADE" qui fait état de plusieurs types de colis initiaux (colis pères) ou de colis issus de leur traitement (colis fils) présents sur site.</p> <p>L'exploitant justifie le retard accumulé sur les évacuations par plusieurs facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - besoin de disposer d'un volume minimal de déchets pour organiser les transports vers l'exutoire, en lien avec l'agrément des colis de transport ; - impact du COVID qui aurait conduit à la fermeture d'exutoires pendant plusieurs mois et dont la réouverture a profité aux déchets issus d'un client ayant des impératifs de production électrique ; - défaut d'accès aux exutoires, qui sont définis au niveau national pour un producteur et un type de déchets, suite à arbitrage de certains clients au profit de déchets situés sur d'autres sites ; - anomalies identifiées à l'occasion du traitement de colis pères au regard de ce qui était attendu d'après les déclarations du producteur (non-conformités aux spécifications d'accueil de TRIADE, situation non prévue contractuellement avant 2018) ; - ... <p>L'exploitant indique notamment que les délais d'instruction d'un dossier d'agrément TFA pour l'ANDRA sont de l'ordre de 4 à 6 mois (alors que la spécification d'accueil a évolué dernièrement) et de l'ordre de 6 ans pour une filière de type FA/MA. Il n'est donc pas possible d'ouvrir rapidement de nouvelle filière en cas de besoin ; TRIADE serait donc pleinement dépendant des filières de ses clients et des créneaux de réception que les exutoires leur octroient; l'installation doit planifier les transports en conséquence, contrainte qu'elle subirait.</p> <p>L'absence de fongibilité possible pour l'ANDRA pour l'organisation de ces transports serait également un frein à ces évacuations.</p> <p>L'exploitant a précisé que, à l'exception d'un type de déchets très particulier (copeaux d'uranium pour lesquels une solution technique est en cours de développement ce qui impliquera encore plusieurs années de transit sur site), il n'y a pas de frein technique ou financier au traitement des déchets en transit au sein de l'installation.</p> <p>A noter que le traitement des colis pères est de nature à générer des colis fils suite à séparation/tri des déchets. Le colis père n'est pas considéré comme évacué tant que les colis fils ne le sont pas, ce qui semble légitime.</p> <p>Au regard du risque incendie notamment, un suivi du volume de déchets en transit est nécessaire. Mais au regard des risques radiologiques, il serait pertinent de compléter le bilan d'avancement par le suivi du terme-source et son évolution.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 2 : Apports de nouveaux déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réception de déchets FA/MA est interdite sur le site tant que le passif « déchets > 30 mois » n'est pas soldé, sauf dans le cas où les déchets disposeraient déjà d'une acceptation auprès d'une installation de traitement ou de stockage.
Constats : En vue de respecter cette prescription, le site ne répond à aucun appel d'offres s'il n'existe pas de filière de traitement adapté. En outre, et depuis 2018 selon l'exploitant, en cas de non-conformité d'un colis à la spécification d'accueil de TRIADE, celui-ci est retourné à son producteur si le dossier d'agrément ne peut être amendé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2018, article 3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 3 : le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 2 à 2 000 000 €. ... Art 5 : l'exploitant présente tous les 5 ans un état actualisé du montant de ses garanties financières...
Constats : A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis un document relatif à la constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et la prescription en objet. Ce document n'est néanmoins pas conforme, dans sa forme, aux attendus de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières. Il conviendra en outre que l'exploitant se positionne sous 2 mois sur la nécessité d'une révision éventuelle du montant de cette garantie, comme attendu par l'article 5 de son APC du 11/04/2018 et ce, au regard notamment de l'évolution du TP01 utilisé pour son calcul.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Respect des quantités de déchets admissibles sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/09/2016, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 1716-1 : la valeur maximale de QNS autorisée est inférieur à 10 exposant 8. Rubrique 2797 : la quantité de déchets présente sur site est inférieur à 2660 m3
Constats : L'exploitant assure un suivi régulier de ces deux niveaux d'activité au travers d'un outil informatique. La situation est conforme au jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° du

**rendant la société ORANO DS
redevable d'une amende administrative concernant
l'installation classée pour la protection de l'environnement
TRIADE située site Sactar
sur le territoire de la commune de BOLLENE (84 500).**

LA PRÉFÈTE DE VAUCLUSE

VU le Code de l'environnement, notamment, les articles L171-6, L171-8 II, et L511-1 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°SI2010-06-04-0050-PREF du 4 juin 2010 modifié autorisant la Société des Techniques en Milieu Ionisant à poursuivre l'exploitation d'une installation de décontamination et de déconditionnement par divers traitements, de matériels et de substances radioactives à Bollène ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2020 mettant en demeure la société ORANO DS de respecter les dispositions de l'arrêté précité pour son installation située à Bollène et en particulier son article 5.3 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du **xx/xx/2022** à la suite de l'inspection du 20 septembre 2022, proposant l'arrêté d'amende administrative ;

Considérant que la société ORANO DS était tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 16 octobre 2020 avant l'échéance du 30 juin 2022 ;

Considérant que lors de l'inspection du 20 septembre 2022, objet du rapport du xx/xx/2022 susvisé, l'inspection des installations classées a constaté que la société ORANO DS ne respecte pas cet arrêté de mise en demeure du 16 octobre 2020 ; en particulier, il a été constaté qu'au jour de la visite il subsistait au sein de l'installation la présence de déchets entreposés depuis une durée supérieure à 30 mois ;

Considérant qu'il y a lieu de rendre la société ORANO DS redevable d'une amende administrative, conformément aux dispositions prévues au point 4° de l'article L.171-8 du Code de l'environnement ;

Considérant que, selon ORANO (source : groupe de travail du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs du 24 avril 2020), le coût moyen de :

- transport et de stockage des déchets TFA (très faible activité) est évalué à 800 €/m³ aux conditions économiques 2018 ;
- transport et de stockage des déchets FMA-VC (faible et moyenne activité – vie courte) est évalué à 4 600 €/m³ aux conditions économiques 2018.

Considérant que le volume de déchets de plus de 30 mois en transit sur site au jour de l'inspection représente plusieurs centaines de mètres cubes ;

Considérant que la société ORANO DS a indiqué avoir provisionné pour 2021 puis 2022 de l'ordre de 3,8 millions d'euros pour l'adaptation du traitement des déchets historiques générés par exploitation de l'installation TRIADE en vue de leur évacuation ;

Considérant que le montant de l'amende administrative est évalué en comparaison du coût pour procéder à la réalisation des opérations de caractérisation, tri, traitement, conditionnement et évacuation des déchets historiques ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

Article 1

La société ORANO DS, dont le siège social est situé Zac de Courcelle, 1 Route de la Noue, 91196 Gif-sur-Yvette Cedex, est rendue redevable d'une amende d'un montant de quinze mille euros (15.000 euros) relative à l'exploitation de son site situé site Sactar sur le territoire de la commune de Bollene (84500).

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à la société ORANO DS. Il sera également affiché en Mairie de Bollene pendant une durée d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Article 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes :

- par l'intéressé dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Bollene, le directeur régional des finances publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et au commandant du groupement de gendarmerie de Vaucluse.